



Des citoyens du Nord et du Sud s'engagent

Un projet d'autodéveloppement interculturel au Togo

Samir Abi

Irène Akossoua Folly

Spyros Amoranitis



Des citoyens du Nord et du Sud s'engagent

Un projet d'autodéveloppement interculturel au Togo

Du même auteur

- Amoranitis S.** et Manço A., *Migration et développement en Europe. Politiques, pratiques et acteurs*, Bruxelles, EUNOMAD, 2010, 130 p.
- Manço A. et **Amoranitis S.**, *Migrants et développement. Politiques, pratiques et acteurs en Belgique*, Paris, L'Harmattan, 2010, 216 p.
- Amoranitis S.** et al., *Développer le mainstreaming de la diversité. Recueil analytique d'outils d'intervention pour la valorisation de la diversité*, Liège, IRFAM, 2010, 208 p.
- Manço A. et **Amoranitis S.** (éds), *Reconnaissance de l'islam dans les communes d'Europe. Actions contre les discriminations religieuses*, Paris, L'Harmattan, Collection « Compétences interculturelles », 2005, 200 p.
- Gatugu J., **Amoranitis S.** et Manço A. (éds), *La vie associative des migrants : quelles (re)connaissances ? Réponses européennes et canadiennes*, Paris, L'Harmattan, 2004, 280 p.
- Gatugu J., Manço A., **Amoranitis S.**, *Valorisation et transfert des compétences : l'intégration des migrants au service du co-développement. La population africaine de Wallonie*, Paris, 2001, 165 p.

Résumé

La présente étude détaille les initiatives du projet «Mokpokpo», une action d'autodéveloppement interculturel de longue haleine menée au Togo qui n'est pas sans impact dans plusieurs pays européens, dont la Belgique. La question qui est développée est «que peuvent nous apporter les initiatives de développement en Afrique, afin de sensibiliser, de mobiliser et de constituer dans les pays industrialisés des groupes de soutien et d'informer la population sur des questions de développement, de poussée migratoire, de solidarité internationale et sur des questions relevant des relations Nord/Sud, sous le prisme de l'interculturalité?» Le projet Mokpokpo a pour but d'offrir la possibilité aux populations de villages togolais de prendre leur destinée en main. Il les conduit à prendre conscience de leurs ressources et par la suite de pouvoir se développer par eux-mêmes par des activités communautaires. La dynamique ne manque, en effet, pas de produire des enseignements utiles ailleurs et pourquoi pas dans des projets de développement local en Europe, mais il nous aide surtout à comprendre les raisons des exodes et à le communiquer vers un public européen, acteurs de l'intégration des migrants ou intéressé par la coopération au développement.



L'école

Samir Abi
Irène Akossoua Folly
Spyros Amoranitis

Des citoyens du Nord et du Sud s'engagent

Un projet d'autodéveloppement interculturel au Togo

Liège, 2016



Sommaire

Avant propos	7
Introduction : L'IRFAM au Sud ou « <i>faire de la migration un choix et non une nécessité</i> »	9
Partie 1 : Au départ, un village au dessous du seuil de la pauvreté	10
Partie 2 : La méthodologie d'intervention de l'IRFAM au Togo	12
1. La culture de la précarité	12
a- La vision du temps	12
b- Une vision théogonique du monde	12
c- La relation intergénérationnelle	13
d- La chefferie traditionnelle	13
e- La relation homme-femme	13
f- La dimension communautaire et l'individualité	13
g- Pratiques anciennes (tradition) et nouvelles (modernité)	14
2- La traduction de la culture de la précarité dans la logique du projet	14
a- La méthode par addition et non par soustraction	14
b- Le don et le contre-don	14
c- Identification des acteurs de changement	14
d- La communication	15
e- La relation interculturelle et le développement	15
f- L'évaluation	15
Partie 3 : 20 ans après... Le changement social	16
1- La gouvernance du projet « Mokpokpo »	16
2- La force du concret	17
Partie 4 : De l'éducation permanente à la solidarité internationale au Nord	21
1- Mobiliser autour de la solidarité internationale	21
a- La communication autour du projet	21
b- La solidarité concrète et transparente à travers le voyage au Sud	22
2- La rencontre interculturelle comme outil d'éducation à la solidarité internationale et de prise de conscience des rapports politiques Nord/Sud	22
Partie 5 : « <i>Le puits est profond et la corde est courte</i> »	25
1- De nombreux défis en attente	25
2- De nouvelles perspectives	26
Conclusion	28
Liste des principaux documents relatifs au projet « Mokpokpo »	28
Quelques illustrations	30
Présentation de l'IRFAM	31
Quelques œuvres de Costas Lefkoshir	32

AUX VILLAGES

Cette localité est un lieu qui ressemble à beaucoup d'autres lieux.

*Des villages petits sans importance
avec des personnes imprégnées de calme,
pleins de jeunes mais aussi d'une immense gentillesse.
Tous les chemins sont en terre avec beaucoup d'enfants,
beaucoup de mères, beaucoup d'espoir, beaucoup de silence.*

*Tout ceci est couvert d'un ciel extraordinaire
et bien des fois difficile à supporter.*

*Dans ce villages naissent et meurent,
les rêves de beaucoup d'enfants
jusqu'au moment où leur souffle va s'unir
avec la brise matinale de premières pluies après la sécheresse
et disparaîtront par la suite.*

*La nuit lorsqu'elle n'arrive pas à leur donner le sommeil,
ils ne peuvent pas rêver.*

C'est alors qu'ils chantent et ils dansent.

Avant propos

Hasard... En 1996, un membre de l'IRFAM mettait pour la première fois les pieds au Togo. Cette première visite se voulait être une simple rencontre avec ce pays et un soutien ponctuel apporté à l'action entamée par un jeune volontaire belge y ayant séjourné quelques années auparavant. Le volontaire avait fortuitement rencontré, lors d'une de ses tournées locales, un enfant togolais en situation de handicap dans un village dénommé Hékpé.

Cet enfant vivait une forte exclusion et n'allait pas à l'école. La nature surréaliste de cette scène n'avait guère quitté le volontaire belge à son retour en Belgique. Convaincu qu'un changement pouvait être apporté à cette situation, il mobilisa son réseau social dans lequel se trouvait le membre de l'IRFAM. Sollicité pour apporter sa contribution à l'amélioration de la situation des populations de ce village enclavé du Togo, le membre de l'IRFAM se rendit en visite à la découverte de la localité. Cette première visite a donné lieu par la suite à la présentation d'un rapport de mission aux instances de l'association qui, après analyse de la situation, engagèrent l'institut dans un nouvel axe d'intervention autour de la migration au Sud.

Connu en Europe pour son travail sur les relations interculturelles et l'intégration des communautés migrantes en Belgique, l'IRFAM était alors moins présent sur l'analyse des dynamiques de migration dans les zones de départ. Plusieurs décennies d'immigration vers la Belgique avaient fait de la question de l'intégration et du vivre-ensemble un domaine d'investigation important.

Au nord, les nombreux défis auxquels étaient confrontés les migrants anciennement ou nouvellement installés en Belgique nécessitaient des recherches en profondeur pour éclairer les décideurs politiques sur les mesures idoines favorisant la cohabitation interculturelle entre migrants et autochtones ainsi que leur participation sociale. L'IRFAM de par son travail s'intéressait alors à l'installation des migrants de pays tiers ou du pourtour méditerranéen en Belgique.

Les dimensions économiques de l'immigration en termes de transfert de fonds vers les pays d'origine et de politiques de co-développement vont également faire partie progressivement des champs d'investigation de l'IRFAM. À côté de la recherche-action formelle, l'accompagnement des communautés d'immigrés dans leurs actions de développement au Sud verra naître de nombreuses initiatives de formation et des publications sur leur pratique. De retour du Togo, une nouvelle dimension à l'action de l'IRFAM va s'ouvrir en s'intéressant aux migrations Sud-Sud avec des projets concrets, complétant ainsi le chaînon manquant à son action sur les migrations.

Le fait de travailler sur la problématique, tant au nord qu'au sud, autorisera une meilleure compréhension et une meilleure maîtrise des ressorts qui déterminent le processus des migrations.

Au Nord, la connaissance approfondie des leviers qui conditionnent les comportements des migrants imprégnés de leur culture propre, permettra souvent de rendre plus intelligibles et plus concrets les messages destinés aux personnes susceptibles de travailler avec ces personnes et donc améliorera, dans une proportion appréciable, la pertinence des conseils de l'IRFAM. L'action de l'association au Togo sera un laboratoire sur le discours à tenir vis-à-vis des acteurs en Belgique, tout en mettant en place un projet susceptible d'intéresser les acteurs de la solidarité internationale en Belgique ou ailleurs.

Au Sud, les conseils et l'accompagnement prodigués permettront de réduire la pression aux migrations et d'améliorer les conditions de vie sur place. C'est sans conteste l'objectif initial. Mais travailler sur les conditions originelles qui génèrent les migrations pourrait également et accessoirement constituer une réponse à la demande de certains milieux au Nord.

Dans les pages qui suivent, nous allons présenter en détail le projet «Mokpokpo», une action d'autodéveloppement interculturel de longue haleine au Togo, pour, ensuite, montrer de quelle manière se profile son impact au Nord. *Que peuvent nous apporter les initiatives de développement en Afrique, afin de sensibiliser, de mobiliser et de constituer en Belgique, notamment, des groupes de soutien et d'informer la population sur des questions de développement, de poussée migratoire, de solidarité internationale et sur des questions relevant des relations Nord/Sud, sous le prisme de l'interculturalité ?*

Introduction : L'IRFAM au Sud ou « faire de la migration un choix et non une nécessité »

Depuis 20 ans, l'IRFAM initie divers projets de développement au profit de communautés villageoises au Togo. La démarche de l'institut au Togo se repose sur l'accompagnement des populations de la zone enclavée de « Hékpé », afin de répondre à leurs besoins en ayant recours aux valeurs de solidarité et de participation. La finalité ultime de l'approche est de créer, dans l'espace de la région, des conditions idoines pour faire de la migration des populations un choix et non une nécessité.

En effet, le diagnostic de départ de la situation dans la zone relève l'importance de l'exode rural des jeunes filles et garçons de la localité vers les centres urbains du pays et les pays limitrophes, et pour certains vers d'autres continents.

En réponse aux préoccupations primaires des populations, il est apparu pour l'IRFAM, après les études de terrain, que la valorisation du travail communautaire, tout en responsabilisant les individus, pouvait créer l'émulation nécessaire pour apporter quelques transformations dans la région. Loin seulement de répondre aux besoins communautaires en infrastructures éducatives, sanitaires et de loisirs, l'approche participative et communautaire permettait aussi de prendre en compte les besoins des individus grâce à l'augmentation des revenus des familles.

La dynamique d'une telle approche ne peut être comprise que si l'on se réfère aux comportements que développent les populations vivant dans un milieu précaire. Dans un contexte de précarité, la tendance est plus à valoriser l'instinct de survie personnel qu'un engagement solidaire pour la transformation de la société. La pauvreté donne lieu à une « culture de la précarité » qui empêche de considérer la solidarité comme un levier par lequel on peut s'en sortir ensemble.

Dans un tel contexte, l'agent de développement doit pouvoir faire recours aux ressorts de la culture locale sous peine de voir ses projets communautaires échouer. D'où la nécessité de développer une méthodologie adéquate à la culture de la précarité pour construire une volonté de participation sociale dans la localité du projet. C'est à cet exercice que l'association s'est engagée ces vingt dernières années au Togo, à travers le projet d'autodéveloppement dénommé « Mokpokpo ».

Le projet Mokpokpo, qui signifie « Espoir » en langue locale éwé, a pour but d'offrir la possibilité aux populations de prendre leur destinée en main. Le projet les conduit à prendre conscience de leurs ressources et par la suite de pouvoir se développer par eux-mêmes par des activités communautaires. La dynamique ne manque pas de produire des enseignements utiles ailleurs et pourquoi pas dans des projets de développement local en Europe, mais il nous aide surtout à comprendre les raisons des exodes et de pouvoir le communiquer vers un public européen, acteurs de l'intégration des migrants ou spécialistes de la coopération autodéveloppement.

Partie 1 : Au départ, des localités au-dessous du seuil de la pauvreté

Située à 80 km au nord de Lomé, la capitale togolaise, la zone du projet Mokpokpo couvre un ensemble de douze villages : Havé, Di drivé, Fokpo II, Gabi, Hékpé, Alokpa, Avoukopé, Alagbadja, Klobavé, Fiélonou, Makoumavo et Ekloukopé. Hékpé étant l'agglomération de la zone qui compte le plus grand nombre d'habitants.



Pour des fins de simplification, l'ensemble des douze villages sera baptisé la zone de « Mokpokpo ». Les fondateurs de ces villages sont des chasseurs venant des cantons de Tovegan et Assahoun, deux importantes bourgades de la région. La poursuite du gibier a fini par les conduire à se sédentariser dans la zone et à créer de petites fermes pour en faire des points de replis pouvant faciliter leurs expéditions de chasse dans les forêts existant à l'époque. Ces fermes sont devenues aujourd'hui des villages dont la population était estimée à 3893 personnes par le district sanitaire de la zone, en 2015.

Le village de Hékpé est à la base le point de départ du projet « Mokpokpo » en 1996. Ce premier village de la zone visité par l'IRFAM, malgré sa forte population, semblait être oublié par les plans de développement du gouvernement togolais. Les efforts fournis par l'État pour permettre l'accès aux services de base dans les communes rurales ont faiblement impacté cette zone, pourtant peu éloignée de Lomé. La situation qui prévaut aujourd'hui peut laisser imaginer l'état de précarité dans laquelle se trouvait le village à l'arrivée de l'IRFAM, il y a vingt ans. Sans structure de santé, d'infrastructure éducative et de service public, la zone de Hékpé, en 1996, était fortement isolée, avec des conditions de vie des plus préoccupantes.

À une dizaine de kilomètres de la route nationale principale qui relie Lomé à la ville de Kpalimé, la zone reste encore dépourvue de toute alimentation en électricité. Les premiers forages d'eau potable construits dans la région datent de 2014 et n'alimentent que cinq villages sur les douze. De ces premiers forages, peu sont encore en état d'usage et les populations sont toujours obligées de parcourir 8 à 10 km pour s'approvisionner en eau, dans la rivière Zio qui arrose cette partie du Togo.

Les difficultés d'accès à l'eau vont de pair avec les difficultés d'accès à l'éducation. De nos jours, cinq villages disposent d'une école primaire dont les enseignants sont des volontaires payés à 50 % par les cotisations des parents ou en nature, en fonction des récoltes. La seule école secondaire pour les douze villages, qui a été créée voici trois années à peine, se situe à Hékpé et ne dispose d'aucun bâtiment scolaire. Les élèves font cours sous une toiture de fortune couverte de paille et parcourent, pour ceux venant des villages les plus éloignés, 10 km afin de s'instruire. On y dénombre, en fonction des années, des effectifs variant de 50 élèves dans les premières classes du secondaire à une dizaine d'élèves à la fin du premier cycle de secondaire, avec très peu de filles au sein des classes. Les enseignants ne sont pas des fonctionnaires de l'État, cette école secondaire qui a été construite à l'initiative des villages n'est pas encore reconnue officiellement par les autorités publiques.

Un autre obstacle majeur au plein épanouissement des populations de la zone est la commercialisation de leur production agricole. L'activité économique principale des populations étant l'agriculture, ces dernières doivent pouvoir écouler leur production agricole dans les marchés riverains pour pouvoir se procurer des habits, des outils pour leurs activités agricoles, des produits manufacturés pour leur alimentation et autres articles d'hygiène. Les marchés avoisinants qui attirent le plus de clients et qui sont proches de la zone se situent respectivement à 9 km pour le marché de Tovegan et 15 km pour le marché d'Amouzoukopé. Les deux marchés ont pour particularité d'être situés sur la route Lomé —Kpalimé, la plus importante ville touristique au Togo, après la capitale. Cette situation fait de ces marchés des lieux de rencontre de personnes venant de diverses villes togolaises, voire du Ghana, et également des points d'accès à différents produits manufacturés à bas prix pour les villageois.

Les pistes rurales reliant la zone aux marchés étant en mauvais état, les femmes des villages effectuent les 9 à 15 km qui les séparent du marché à pied avec leurs produits agricoles sur leur tête. Il y a certes la possibilité de pouvoir se faire remorquer par des motos moyennant 1000 à 1500 F CFA (entre 2 et 2,50 euros). Mais le revenu annuel par ménage est, selon l'étude menée par l'IRFAM sur le revenu moyen de la zone, de cent mille francs CFA (100 000 CFA) soit cent cinquante euros (150 euros), dépenser 4 euros pour se rendre au marché représente un luxe que les villageois ne peuvent se permettre.

Les conditions de vie et le sentiment d'exclusion de la culture moderne que reflètent les médias poussent de nombreux jeunes de la région à partir vers les villes à proximité ou carrément hors du Togo. L'exode rural vers les villes d'Assahoun, Kévé ou Kpalimé est surtout une migration estudiantine de jeunes voulant continuer leurs études secondaires. On compte une « diaspora » de Hékpéet environs vivant à Lomé, dont des jeunes qui y effectuent des études universitaires. Ils y résideront après leurs études et chercheront un emploi dans le secteur tertiaire. Une partie des jeunes de la localité se rendent également à Lomé ou Kpalimé pour travailler sur des chantiers de construction ou apprendre des métiers techniques telles la maçonnerie, la mécanique, etc.

Hors Togo, le Ghana est la destination prisée par les jeunes. La frontière ghanéenne se trouvant en une trentaine de km et le partage de la même langue de part et d'autre de la frontière font de cette destination un pays plus facile pour une intégration rapide. D'autres pays lointains attirent également les candidats à la migration de la zone. Des ressortissants du milieu ont ainsi élu domicile au Mali où ils exercent des activités d'enseignement ou des métiers techniques (maçons, mécanicien, plombier...). Des jeunes originaires de cette localité se retrouvent également en Occident. Cette diaspora à l'extérieur du continent africain est pour le moment peu influente dans l'évolution de la zone.

C'est dans ce contexte social particulier que l'IRFAM a entamé une série d'actions dans qui a pris le nom du projet « *Mokpokpo* ».



Partie 2 : La méthodologie d'intervention de l'IRFAM au Togo

L'intervention de l'IRFAM au Togo repose sur une démarche d'autodéveloppement où les relations interculturelles constituent une approche transversale. Tout en suivant le cadre logique lié à la gestion d'un projet de développement et en valorisant une dimension participative dans les activités réalisées, la méthode d'autodéveloppement interculturel tente également d'introduire des éléments liés à la culture de la précarité.

1. La culture de la précarité

La précarité n'est pas la pauvreté, mais l'état de la personne vivant dans des conditions de pauvreté. La différence primordiale entre les deux notions vient du fait que la pauvreté est mesurable et comparable par rapport à un seuil monétaire ou par rapport à une quantité de possessions, alors que la précarité ne peut être mesurée : elle est subjective. La précarité conditionne la culture des personnes qui s'y trouvent, quel que soit le milieu de vie.

Un sous-entendu généralement admis est de considérer la précarité comme menant vers la pauvreté, puis finalement à l'exclusion sociale. La culture de la précarité, telle que décrite dans ces lignes, veut changer ce paradoxe en restituant l'individu dans son vécu social et environnemental. Les conditions de vie influencent grandement l'expression culturelle. On peut, en ce sens, comprendre, par exemple, la tendance de certains groupes sociaux nantis de s'adonner à une culture de « salle », faite de concerts, d'expositions, etc., alors que pour d'autres classes moins aisées, la « culture de rue » sera la référence.

La culture de la précarité est la pratique qui naît de conditions de vie difficiles dans un milieu où la pauvreté est dominante. Dans des villages où la survie est la norme, les conditions de survie impactent la représentation de soi et la représentation du monde. Ainsi surgit une culture ou une façon d'être qui est liée à cette précarité. Le contexte d'incertitude façonne ainsi chaque réaction de l'être pour ne le faire considérer que le présent.

Pour mieux appréhender cette réalité, il serait bon de citer la parabole du pauvre et du riche face à un buffet dressé. Le « pauvre » aura probablement tendance à manger plus que sa faim, étant dans la vision d'un présent garni, n'étant pas sûr d'avoir pareille offre le lendemain. Le « riche », quant à lui, pourrait considérer les calories, se décidera peut-être de s'abstenir, en prévision de possibles problèmes de santé futurs. Il aura sans doute tendance à sélectionner les mets pour n'en prendre que ceux qui lui semblent les utiles ou les plus exceptionnels.

Cette illustration triviale a pour but de montrer que la culture de la précarité traduit non un fatalisme, mais l'adaptation d'une communauté face à l'incertitude de la vie. La pauvreté, le manque de ressources, la rareté des pluies et les mauvaises récoltes créent des conditions d'insécurité qui poussent l'être à développer une réaction spécifique face aux événements et une réaction différente des personnes qui ne vivent pas la précarité. Sa vision du monde et des autres est déterminée par ses préoccupations de survie.

a- La vision du temps

La survie pousse l'être à ne considérer que le court terme et non un futur hypothétique. Il ne prend en compte que le présent et ce qu'il peut y obtenir en abandonnant ainsi toute volonté d'anticipation sur son avenir. Cela est quelquefois interprété à tort comme de la paresse ou du manque d'envie. Mais la réalité veut que l'incertitude du lendemain handicape la planification à long terme. La notion de projection ou de planification entendue comme le fait d'anticiper et de se jeter dans l'avenir est inutile quand on se sait impuissant face à des conditions extérieures qui perpétuent l'incertitude. Le caractère bref de l'existence et la perception de la mort toujours proche annihilent grandement le désir d'anticipation dans l'avenir.

b- Une vision théogonique du monde

La croyance animiste prédominante dans la localité du projet conduit à une représentation de la vie et de la mort comme un cycle de renaissance sans fin. Ces populations n'établissent donc pas une frontière entre la vie et la mort. La conscience de la mort à chaque pas conduit à se remettre dans les mains du divin à qui appartient le futur de l'être. La personne vivant dans la culture de la précarité a recours à des divinités au quotidien et lors des événements qui marquent son existence. Les événements heureux ou malheureux seront des occasions d'implorer les divinités, pour comprendre le dessein des faits qui arrivent. Loin d'être du fatalisme, les divinités offrent un filet de sécurité et d'espérance de meilleures conditions de vie après la mort. Ces conditions de vie meilleures tant espérées ici-bas, mais jamais atteintes, seront postposées dans un au-delà proche qui verra réaliser tous les rêves.

c- La relation intergénérationnelle

Dans un pareil contexte, le droit à l'erreur n'existe pas. L'erreur peut en effet être synonyme de mort. Une semence plantée au mauvais endroit ou au mauvais moment aura pour conséquence une mauvaise récolte qui entraînera la famine. Vivre la précarité et côtoyer la mort à chaque instant, amène à considérer comme un miracle la possibilité de pouvoir survivre jusqu'à un âge avancé. La personne ayant pu vivre jusqu'à atteindre la vieillesse sera considérée comme une personne dotée d'une grande sagesse ou ayant vécu sans faire d'erreur. L'erreur peut représenter une faute envers la famille, la société ou les divinités. Et les conséquences de l'erreur ne peuvent qu'entraîner des issues néfastes pour l'être et son entourage. L'erreur est souvent liée à la prise de risque ce qui conduit à l'apologie de l'inaction pour éviter de tomber dans la méprise. Une vie sans prendre de risque est donc valorisée comme de la sagesse. Ne rien voir, ne rien entendre, ne rien dire même devant l'injustice apparaît comme une solution pour vivre longtemps : le « prix à payer », en quelque sorte, pour mourir vieux et sage.

d- La chefferie traditionnelle

Une conséquence logique de la partie précédente est de considérer les personnes âgées comme les plus à même de diriger les autres. Le vieillard sera donc mis sur un piédestal et se verra doté d'un pouvoir de décision sur la vie de la communauté. Il est représenté comme l'oreille des divinités et la voix par laquelle les ancêtres s'expriment. La chefferie dans ce contexte s'obtiendra par désignation ou par héritage familial. Bien évidemment, les jeunes en seront exclus et appelés à suivre l'exemple des aînés. Ils seront également éduqués à ne jamais remettre en cause l'ordre et la chefferie traditionnelle. Une vie aussi longue auprès des siens étant inévitablement une bénédiction des divinités, le pouvoir de décision conférée au vieillard est une onction divine qu'on ne saurait remettre en cause. La conséquence en est que l'ordre social ne peut être changé et la capacité de prise de risque est ainsi moins valorisée.

e- La relation homme-femme

Les sociétés ont tendance à reproduire des pratiques anciennes de façon durable même si les conditions ayant conduit à la naissance de ces pratiques n'existent plus. Dans les cultures traditionnelles locales, notamment, la mise à l'écart des femmes des cercles de prise de décision s'expliquait par le fait que ces cercles masculins décidaient des combats à livrer ou des chasses à mener. Les hommes de ces cercles arrêtaient en quelque sorte de leur future mort (tant ces activités étaient dangereuses) et au vu du rôle central qu'occupe la femme dans la reproduction, elle était épargnée de participer à de telles pratiques guerrières. Le conflit étant très présent dans un milieu dominé par une culture de la précarité, le risque de perdre des hommes était très présent. Le déséquilibre démographique explique ainsi le recours à la polygamie pour assurer la reproduction et l'entretien ou la protection des femmes rendues seules. Bien que ces contextes soient dépassés, même dans la zone du projet, ces pratiques inégalitaires envers les femmes se perpétuent et les femmes se voient exclues des prises de décision liées au développement des villages.

f- La dimension communautaire et l'individualité

La communauté est l'ensemble des vivants et des non vivants. La revendication de l'appartenance à la communauté est assez forte, car elle assure la protection de l'être et son identité. Ce sentiment d'appartenance se traduit par la participation aux cérémonies et aux nombreuses manifestations dédiées aux divinités protectrices ou aux mânes des ancêtres. C'est ce sentiment communautaire qui permet souvent de qualifier de solidaires la plupart des cultures africaines traditionnelles. Toutefois, communauté n'est pas solidarité dans une culture de précarité. En effet, si la communauté assure la protection par rapport aux autres et par rapport aux divinités, dès qu'il s'agira de partager les ressources, ou s'engager dans le collectif pour générer des ressources, les réactions individualistes peuvent prendre le dessus.

L'instinct de survie refait surface. Cette réaction est certes normale, face au péril. Dans un vol, on demande à chacun de porter son masque d'oxygène avant de secourir son enfant ou son voisin. Nos cultures ont retenu l'adage de la charité bien ordonnée... C'est pourquoi, dans la méthodologie d'autodéveloppement interculturel, il s'agira de prendre en compte à la fois la communauté et l'individu. Il faut noter, en effet, dans une telle configuration communautaire, un individu qui réussit, c'est une communauté qui réussit. La réussite d'un individu à des répercussions sur sa famille et sur le collectif. Certains aspects du projet de développement valorisent donc une vie communautaire intense, mais d'autres aspects font appel à des individualités qui peuvent être des acteurs de changement.

g- Pratiques anciennes (tradition) et nouvelles (modernité)

Le choc lié à la venue de démarches nouvelles au niveau de la gouvernance, de la relation aux divinités, de la conception du temps ou des relations hommes-femmes, etc. peut mener à des conflits. Dans la logique du changement, aboutir à un conflit crée un repli qui conduit à rejeter la nouveauté. L'approche par addition et non par soustraction que l'on décrira plus loin est alors utile dans un tel contexte afin de faire avancer le projet.

2— La traduction de la culture de la précarité dans la logique du projet

Après avoir identifié les éléments de la culture de précarité sur lesquels agir afin d'en faire des leviers de changement, il est à présent question de les traduire dans la logique du projet. Aussi, le temps, les croyances, les rapports homme-femme, individu-communauté, tradition-nouveauté et la gouvernance seront passés au crible de l'analyse pour s'assurer de les articuler à la logique d'intervention. La traduction des éléments de la culture de la précarité dans la logique du projet se fera toutefois en respectant une méthodologie bien spécifique.

a- La méthode par addition et non par soustraction

La méthode par addition revient toujours à valoriser l'existant ou les pratiques traditionnelles dans l'action nouvelle. Par exemple, les populations, malgré la construction du dispensaire, auront tendance à vouloir consulter les divinités pour découvrir leurs maladies et pour s'en guérir. La démarche sera alors de les inviter à venir au dispensaire avant d'aller consulter les fétiches pour savoir la nature de la maladie et non de leur « interdire » les pratiques fétichistes. Face à la gouvernance traditionnelle et à l'autorité des anciens, la démarche aura tendance à privilégier une gouvernance mixte permettant la présence à la fois des chefs désignés et des membres de l'association « Mokpokpo G 12 » élus. La participation des femmes sera également valorisée de la sorte. Il sera question de faire venir les hommes en les invitant à se faire accompagner d'au moins une femme de leur village pour venir écouter et retransmettre par la suite aux autres femmes. *L'addition et non la soustraction.* La soustraction serait de braquer les villageois en exigeant de mettre fin à la logique traditionnelle pour faire place à la nouveauté.

b- Le don et le contre-don

Dans une culture de la précarité, les populations ont tendance à attendre des intervenants occidentaux des dons pour arriver à satisfaire leurs besoins. Le don a pour conséquence de créer une dépendance et de biaiser la communication. « *La main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit* » dit le proverbe. Cela rend difficile l'appropriation du projet par les populations. Or l'objectif de l'intervenant est de pouvoir arriver à faire dire aux populations qu'elles sont les actrices du projet, il faudra faire intervenir une logique de contre-don pour assurer une communication égalitaire.

Le contre-don, dans le cadre du projet « Mokpokpo », revêt plusieurs formes. C'est, par exemple, la mise à disposition de terrains à des jeunes ; c'est aussi contribuer au fonctionnement du centre de production et de formation. La participation des villageois aux activités communautaires rentre également dans la logique du contre-don. La participation régulière des chefs de village aux réunions du collège des chefs participe de la même logique et permet à tout un chacun d'exprimer leur degré d'engagement à l'égard du projet.

c- Identification des acteurs de changement

La méthodologie d'intervention décrite demande de s'appuyer sur des acteurs de changement vivant dans le milieu. Il faut identifier ces acteurs, les renforcer et coordonner. Il faut bien noter que tous les membres de la population cible ne sont pas forcément des acteurs de changement social. Il s'agit surtout de personnalités qui pourraient être des éléments stimulateurs et des personnes-ressources pour des actions de développement dans la localité.

Les acteurs de changement peuvent aussi venir de l'extérieur à la localité, mais il est nécessaire qu'il ait un lien avec la communauté. C'est le cas, par exemple, de la diaspora issue de la zone du projet qui peut jouer un rôle important dans le changement des chefs ou dans l'édification d'infrastructures communautaires. Ce faisant, ces acteurs acquièrent un certain pouvoir ; ils sont très écoutés. La stratégie d'intervention attend toutefois d'eux qu'ils adhèrent à la philosophie du projet. Acquis à la cause du projet, ils peuvent être des éléments importants afin de faire comprendre à la population cible la direction vers lequel tend le projet, voire représenter le projet à l'extérieur. Toute la question revient alors à savoir comment identifier ces acteurs importants.

Diverses approches peuvent être préconisées dans l'identification des acteurs de changement social. La plus simple est de demander aux populations quels sont ceux des leurs qui ont joué un rôle important, par le passé, dans l'édification d'infrastructures ou dans la mise en œuvre d'actions collectives au sein de la localité. Les réponses conduiront à ces personnes qui, après échanges, pourraient se révéler importantes pour l'initiative.

La seconde possibilité est d'utiliser une présence de longue durée dans la localité afin d'observer les changements intervenus et d'en identifier les porteurs. Cette observation qui peut s'étaler sur diverses périodes permet de constater quels sont les meneurs jouant un rôle important dans l'édification du bien commun. La troisième méthode, enfin, consiste à entamer des travaux communautaires avec tous sur base participative et, au fur et à mesure, de détecter ceux qui semblent les plus motivés et compétents pour la cause, afin d'en faire des alliés.

Après la phase d'identification, le travail revient à faire partager ou coconstruire la philosophie du projet d'autodéveloppement avec ces acteurs de changement. Une démarche de sensibilisation, de coopération et de lancement des actions engagées en commun pourrait alors conduire à la clarification et à l'appropriation de la philosophie du projet d'autodéveloppement. À partir de ce moment, une alliance peut être nouée.

d- La communication

Comme dans tout modèle d'autodéveloppement, un accent particulier est mis sur la dimension de communication pour faciliter la participation de la communauté à au projet de développement. Les populations sont régulièrement informées des évolutions du projet à travers leurs chefs et appelées à apporter leur contribution. Toutefois d'autres activités ont été instituées autour du projet « Mokpokpo » pour garder le lien avec les populations au cas où l'information par les chefs serait inopérante.

Il s'agit, par exemple, d'*animations culturelles*. Ces animations ont lieu mensuellement dans chacun des douze villages et permettent, au moment des pauses, notamment, de faire le point sur les projets en cours dans la zone et de répondre aux questions de la communauté. *Les assemblées sont une autre possibilité*. On distingue les assemblées informelles qui ont lieu périodiquement et les assemblées populaires qui rassemblent de façon annuelle les populations dans chaque village pour échanger avec les responsables locaux et les représentants de l'IRFAM sur les avancées et les perspectives du travail collectif.

Un des maillons qu'il faudrait songer à compléter dans ce modèle est la mise en place de canaux d'information réguliers avec les représentants des services centraux de l'État administrant la zone. L'absence de canaux formalisés de contact empêche ceux-ci de prendre une part plus active également dans la mise en œuvre des projets devant améliorer le bien-être de leur population. À cet endroit, notamment, la professionnalisation d'acteurs locaux (la coordination) est un recours important.

e- La relation interculturelle et le développement

La méthodologie exige de laisser la porte ouverte à d'autres logiques dans son intervention. En effet la logique de projet ne prend pas assez en compte toute la dimension culturelle d'une localité dans une action de développement. On peut se retrouver avec un projet bien ficelé au niveau de son cadre logique, mais qui se retrouve en contradiction avec les causes profondes des problèmes qui s'expriment dans la localité.

Pour illustrer cela, prenons l'exemple d'un projet de planification de naissances menées dans une localité du Togo. Les promoteurs ont construit une campagne communication autour de cet objet qui a pu leur permettre de mobiliser du monde à chacune de leurs actions. Après une évaluation auprès des populations qui ont assisté à la campagne, il s'est avéré que ces populations considéraient les enfants comme étant leur plus grande richesse. Les pratiques de reproduction reprenaient donc la place après les campagnes de sensibilisation. La prise en compte des logiques culturelles s'avère donc nécessaire pour compléter, moduler, adapter la logique de gestion de projet.

f- L'évaluation

L'évaluation est un aspect primordial de la méthodologie d'intervention de l'IRFAM. Elle vise non seulement à mesurer le degré d'avancement des activités, mais consiste surtout à déterminer le niveau d'engrangement des acteurs de la localité dans la philosophie d'autodéveloppement. Le niveau d'adhésion à la philosophie du projet est bien souvent plus important que l'avancée des travaux menés. En effet des aléas extérieurs en termes de mobilisation financière, de changement climatique, peuvent constituer des obstacles à un certain moment de l'action. Mais grâce à l'adhésion philosophique, dès que l'impasse est levée, la dynamique reprend de plus belle.

Partie 3 : 20 ans après... Le changement social

Vingt ans d'activité au Togo permettent de dégager des résultats « grandeur nature » dans la zone du projet « Mokpokpo ». Il est nécessaire toutefois, pour introduire cette partie, de préciser que deux conditions sont nécessaires pour la mise en œuvre du projet :

- La constitution d'un comité intervillageois, élu et composé de façon paritaire d'hommes et de femmes, dont des jeunes ;
- Le choix d'activités, dont la viabilité (autonomie) peut-être assurée de façon pérenne.

1- La gouvernance du projet « Mokpokpo »

a- Le collège des chefs

Les villages de la zone du projet « Mokpokpo » sont dirigés par une chefferie traditionnelle composée d'un chef, de notables et des sages ou des personnes âgées de la localité. La chefferie peut faire appel, quand la situation l'exige, à des femmes ou des jeunes pour prendre les décisions les concernant. À cet effet, une femme et un jeune sont désignés pour être référents auprès du chef pour les questions liées respectivement à ces catégories. Dans les grandes agglomérations villageoises comme à Hékpé, Alagbadza, Have, Fokpo II, Didrive et Makoumavo, il existe des chefs de quartier qui sont également associés à la chefferie.

La chefferie est le premier organe décisionnel au niveau des villages et elle procède souvent par désignation ou nomination. Le chef est l'héritier du défunt chef ou issu du clan dirigeant de la localité. Comme ailleurs dans le monde, des frictions politiques et des enjeux de rivalités peuvent amener à l'éviction de certains chefs pour le faire remplacer par d'autres. Le non recours à la volonté populaire et le mode désignation par héritage dynastique ou par nomination rend difficile une remise en cause de la chefferie par la population. L'autorité du chef est donc absolue. Toutefois elle peut être contrée par des éléments extérieurs à la société d'où la méfiance entretenue envers de nouvelles institutions. Il a fallu dans le cadre du projet en tenant compte de la méthode par addition ménager une place aux chefs de la localité pour assurer leur collaboration aux activités et éviter ainsi des conflits.

On note aussi dans les villages, l'existence de Comités Villageois de Développement (CVD). À l'origine les CVD se trouvent des institutions créées par l'État afin d'assurer une prise en main de leur destinée en matière de développement. Ces comités électifs ont permis d'introduire dans les villages de nouvelles structures décisionnelles qui devaient initier les villageois à la gestion participative et démocratique de leur contrée. La réalité est que ces comités sont souvent inopérants pour diverses raisons.

Dans certains villages, les autorités traditionnelles ont vu dans ces comités une menace pour leur pouvoir, ce qui, inévitablement, a abouti à des conflits. Dans d'autres villages, la transparence devant mener à l'élection des membres du CVD est biaisée par les injonctions venant des personnalités influentes du milieu. Ces derniers vont imposer leurs hommes aux postes de responsables du comité pour s'assurer de contrôler à la fois la chefferie et le CVD. Enfin, bien que mis en place par l'État, les CVD vont être laissés sans ressources et sans formation.

Dans certains villages, les membres du CVD ne connaissent même pas leur rôle. Bien que présentes, les femmes et les jeunes vont servir juste de parure au CVD, mais seront peu impliqués dans la prise de décision. Cela va conduire progressivement à faire chuter le dynamisme et les membres des CVD et leur participation aux réunions des comités. Comme présenté plus haut la culture de la précarité dans un milieu de survie rend difficile un engagement de long terme dans une action de citoyenneté sans apport en ressources valorisant les individus.

Pour éviter les travers des CVD, les conflits avec les autorités traditionnelles et assurer une gouvernance participative du projet, l'IRFAM va mettre sur pied un ensemble de dispositifs locaux de gestion et de régulation devant participer à l'orientation et à la gestion des activités du projet.

Dans un premier temps, il a été question d'organiser la chefferie traditionnelle et tenter de la faire coopérer au projet Mokpokpo. Et pour ce faire, des contacts multiples et répétés ont conduit à la constitution d'un collège des chefs. Cette structure, qui existe depuis plus de dix ans, est devenue une institution pour la zone d'intervention du projet. Ce collège a une fonction de conseil et une voix consultative au sein du projet.

Le budget de fonctionnement de ce Collège provient d'une part, des cotisations de chaque village et d'autre part, du projet de rencontre interculturelle « Gododo » initié par l'IRFAM dans la zone.

Gododo est une activité connexe du projet Mokpokpo. Il s'agit d'organiser la visite de la localité par des citoyens européens. Après le passage de chaque groupe de touristes européens venus pour des rencontres interculturelles, un montant de cent mille francs (100 000 F CFA) est versé dans les caisses de Mokpokpo et ces fonds sont utilisés pour les activités communautaires, à l'exception des cérémonies.

Le collège des chefs se réunit chaque premier vendredi du mois en présence de la coordinatrice locale du projet et rassemble les chefs traditionnels des douze villages. Les chefs, lors de leur réunion, discutent des problèmes de leur zone notamment en lien avec l'agriculture, les problèmes fonciers, les problèmes de la transhumance bovine qui a pour conséquence la destruction des récoltes... La réunion du collège permet de tenir informés les chefs des activités du projet et d'avoir leur conseil quand cela s'avère nécessaire pour des actions à entreprendre. Le collège des chefs sert de couverture morale et de caution politique au projet compte tenu de l'absence d'une structure telle qu'une municipalité. Les chefs ont ainsi un rôle consultatif et non opérationnel. Ce rôle opérationnel revient à l'association « Mokpokpo G 12 » et aux permanents locaux travaillant sur le projet appelé le « G 4 ».

b- L'association « Mokpokpo G 12 » et le permanent du « G 4 »

La gestion locale du projet Mokpokpo est la charge de l'association « Mokpokpo G 12 ». Cette association regroupe l'ensemble des 12 comités villageois de développement (CVD) de la zone, des associations de parents d'élèves, les enseignants des douze villages et d'autres groupes organisés d'agriculteurs, de jeunes et de femmes dans la localité. L'assemblée générale de l'association permet d'élire un bureau dans lequel siègent également des permanents travaillant pour le compte du projet qui sont au nombre de quatre (G 4). Les activités de l'association sont en lien avec le développement de la zone. L'association a pour tâche, entre autres, de :

- suivre l'exécution des activités du projet Mokpokpo (gestion du dispensaire, des rencontres interculturelles, le Centre de Production et de Formation...),
- assurer une animation culturelle permanente dans la zone par des projections de films ou des séances de lecture publique à l'endroit des enfants
- servir d'interface avec l'administration togolaise pour les sollicitations éventuelles et les démarches de demande d'appui à mener à l'endroit des autorités publiques.

La création en cours du Centre de Production et de Formation (CPF) va conférer de nouvelles responsabilités à l'association « Mokpokpo G 12 ». Les activités du Centre de Production et de Formation dégageront des ressources consistantes pour assurer un fonctionnement durable de cette institution et lui éviter le manque de ressources propres qui a été fatal aux Comités Villageois de Développement. Des ressources dégagées par le Centre de Production et de Formation, l'association « Mokpokpo G 12 » pourra initier des activités d'appui aux institutions scolaires, sanitaires de la zone et contribuer à engager des travaux communautaires de forages ou de réfection de routes dans la localité.

2— La force du concret

Entamer un projet de changement social est une démarche de long terme et de longue haleine qui demande une capacité de projection et d'anticipation même dans des contextes où la culture de la précarité l'empêche. La démarche de projet va donc s'opposer directement à la culture ambiante dans les villages où l'on désire agir. Les populations y ont tendance à attendre des dons qui pourront les aider dans leur survie au présent et non leur apporter un accomplissement futur. À ce niveau, la matérialisation du projet par des infrastructures concrètes peut amener une adhésion des villageois à la démarche du projet, sans pour autant assurer une compréhension de sa philosophie à long terme.

Dans bien des projets de développement initiés au Sud, la question souvent posée est de savoir quels sont les besoins des populations auxquels il faut répondre pour améliorer leurs conditions de vie. Cette question laisse une porte ouverte à mille et une demandes tant les besoins sont illimités. L'intervention de l'IRFAM pose au préalable la question de savoir : « Sur quels éléments faut-il agir pour augmenter les revenus de la zone ? » En posant une telle question, l'IRFAM part du postulat qu'une augmentation du revenu des populations (en moyenne de 100 000 F CFA par an par famille) permettrait une amélioration de leur condition de vie. Mais le modèle ne repose pas juste sur une simple augmentation du niveau de vie des ménages pris de façon autonome. Il prend en compte la nécessité de réaliser des travaux d'intérêt collectif pour améliorer le bien-être communautaire tout en aidant à améliorer le quotidien des ménages.

L'amélioration du bien-être collectif dans le modèle l'IRFAM se repose sur deux piliers :

- La mise sur pied de structures communautaires locales ayant en charge la gouvernance des projets entrepris au niveau de la communauté et la mise à disposition de permanents pour la gestion des structures. Le fait que, dans ces structures communautaires, des permanents puissent assurer un suivi quotidien semble important pour la pérennité des actions.
- La mobilisation des ressources via les efforts consentis par l'ensemble des populations à travers des activités génératrices de revenus (rencontres/visites interculturelles, Centre de Production et de Formation).

Ces deux piliers phares sont néanmoins complétés par un appui extérieur à la localité en termes techniques et en termes de coordination des structures de gouvernance, d'intermédiation avec les autorités publiques et de mobilisation de ressources hors de la zone dans le cadre d'appels à projets ou d'appels à donation (essentiellement menés en Europe).

a- De la case de santé au dispensaire

La première action de l'IRFAM dans la zone en 1996 a consisté à construire une case de santé. L'accès à la santé était une urgence dans cette région où les morsures de serpent étaient fréquentes et pouvaient causer des handicaps. En outre les femmes étaient transportées sur des brouettes pour aller accoucher à 10 km en moyenne de leur résidence. Une case de santé venait ainsi remédier aux souffrances dans la localité et matérialiser l'apport concret que pouvait avoir le projet dans leur vie.

Le village de Hékpé a fait don d'une parcelle d'un hectare pour la construction de la case de santé. Ce petit édifice fut une première matérialisation de ce que représentait le projet. Passer de la parole aux actes a créé un sentiment de confiance des populations et surtout des autorités locales dans le projet.

La case de santé répondait à un besoin de prise en charge médicale pour des premiers soins. Une matrone est recrutée pour la prise en charge des accouchements. Les urgences étaient transférées au niveau du dispensaire d'Assahoun, à 30 km, qui était la ville la plus proche. Une boîte à pharmacie permettait également une prise en charge rapide des cas de paludisme, blessures et morsures constatés dans la zone.

C'est progressivement qu'est né le projet de faire évoluer la case de santé en dispensaire pouvant couvrir les consultations, les accouchements, et des activités prophylactiques dans toute la zone d'intervention.

La construction du dispensaire mettra deux ans et mobilisera toute la population des douze villages. Les populations de la zone, ayant déjà eu à fréquenter la case de santé et conscientes de l'apport que pouvait avoir le dispensaire, se sont donc mobilisées massivement pour cette action. Bien loin d'adhérer à toute la philosophie du projet, ces populations répondaient à la satisfaction de leurs besoins pressants. La mobilisation communautaire traduisait un souci de protection collective liée à la prise en charge médicale. Des groupes de villageois se sont ainsi relayés pour parcourir 7 km et chercher les graviers et sables nécessaires à la construction du dispensaire. Les bâtiments du dispensaire seront inaugurés en 2000.

Un infirmier sera alors recruté par le Comité de Gestion Santé (COGES) afin de travailler avec la matrone dans la prise en charge médicale et les premiers secours à la population. Ce comité est composé de représentants élus des douze villages, il accompagne le travail de l'infirmier et de la matrone. Le comité a, entre autres, comme charge d'assurer le contrôle de la gestion financière du dispensaire et d'appuyer les actions de sensibilisation et de prévention auprès des populations pour un environnement sain.

Il faut noter donc l'introduction d'une nouvelle institution de gouvernance dans la zone avec un mode de désignation, non pas nominative ou basée sur l'ancienneté, mais élective, c'est-à-dire sur la confiance de la population aux individus à même de diriger une infrastructure. Ce nouvel élément de changement est bien accueilli par tous y compris par les chefs de village.

Le comité de gestion de santé fonctionnant assez bien, le dispensaire sera pris en main par l'État togolais. En effet, dans le cadre d'un effort de rapprochement de l'État de ses populations et afin d'assurer une meilleure couverture sanitaire, le ministère de la Santé intègre toutes les structures de santé villageoises en les transformant en unité de soins périphériques. Ces entités bénéficient alors de la mise à disposition d'un infirmier rémunéré par l'État et d'appuis divers, notamment en termes de formation.

Toutefois, le passage du dispensaire d'une gestion autonome appuyée par l'IRFAM à une gestion publique sera marqué par des incompréhensions au niveau du rôle du comité de gestion de santé qui verra ses compétences réduites. Cela aura des répercussions sur la contribution de l'IRFAM au fonctionnement du dispensaire.

En effet, il devient difficile au comité de santé d'avoir des informations précises sur la gestion financière du dispensaire auprès des salariés qui, dépendant de l'État, n'avaient pas l'autorisation de présenter les résultats de leur gestion à une structure comme l'IRFAM, même si celle-ci était à l'origine du dispensaire.

Le retrait de l'appui de l'IRFAM au dispensaire crée des difficultés, par exemple, dans la fourniture de médicaments (les prix ayant augmenté) et une baisse des campagnes prophylactiques. Le taux de fréquentation du dispensaire baisse considérablement à cause des difficultés relationnelles entre les agents de santé et les villageois. Des centres de santé parallèles verront ainsi voir le jour dans d'autres villages ou dans les alentours de la zone où les populations préféreront aller se faire soigner. Des personnes non autorisées à exercer la médecine vont également profiter de la situation pour offrir leurs services en tant que praticiens de santé. Ces faits vont amener la gouvernance traditionnelle constituée par les chefs de village à remettre en cause la gestion du dispensaire par les infirmiers de l'État et demander un retour au mode de gestion mis sur pied par l'IRFAM, avec un comité local de santé.

b- Le centre d'hébergement « Gododo »

La seconde infrastructure réalisée par l'IRFAM dans la zone répond au besoin d'augmentation de ressources. Cette activité consiste en la construction d'un centre d'hébergement nommé Centre « Gododo ». Il est construit sur un espace d'un hectare offert par le village de Gabi et est destiné à l'hébergement de touristes européens séjournant dans la zone dans le cadre des rencontres interculturelles Nord/Sud organisées par l'IRFAM.

Les rencontres interculturelles « Gododo » ont comme but de permettre à des Européens de venir découvrir les réalités des villages et de contribuer par leur réflexion ou action à renforcer l'autodéveloppement de la zone couverte par le projet Mokpokpo. Des groupes de touristes peuvent ainsi séjourner au Togo durant une dizaine de jours et visiter divers points du pays, ainsi que du Bénin voisin (Centre Songhaï, Abomey...).

Lors de leur séjour dans les villages, les touristes européens participent à des séances d'échange avec les populations. Ces séances ont lieu autour d'activités culturelles comme des danses folkloriques, de soirées de conte... Les touristes pour mieux s'imprégner des difficultés des villageois vivent au centre « Gododo » sans électricité et effectuent des promenades dans les différents villages et vers la rivière du Zio afin d'appréhender les problèmes d'accès à l'eau.

Les activités « Gododo » de rencontres interculturelles permettent ainsi d'offrir des sources de revenus complémentaires dans la zone. Chaque groupe de touriste permet de faire travailler des groupements de femmes qui s'occupent, tout au long du séjour, de la restauration des touristes. Ces coopératives de femmes ont également pour tâche d'entretenir le centre « Gododo » tout au long de l'année. La visite des touristes européens permet également d'alimenter en fonds les structures de gouvernance du projet « Mokpokpo », notamment la caisse de l'association « Mokpokpo G 12 », la structure associative locale en charge du suivi des activités réalisées par l'IRFAM à l'endroit des villages.

Bien entendu, les groupes de touristes européens (un à deux par an depuis le début du projet et plus de 250 personnes à ce jour) sont informés sur le projet et sa philosophie avant leur départ de la Belgique (des groupes de Liège et de Bruxelles, principalement) ou, plus récemment, de la Grèce. À leur retour, ils constituent des soutiens essentiels au projet et continuent à y contribuer (expositions, soirées de soutien, conférences, etc.). Cette activité permet à l'IRFAM de diffuser et de mettre en débat sa philosophie d'autodéveloppement.

c- Accès aux microcrédits pour les populations villageoises

L'IRFAM s'est également intéressé à la mise en place d'une structure de financement pour les populations de la localité. En effet un des soucis des populations est l'accès au crédit pour pouvoir augmenter leur productivité agricole en achetant des intrants ou commencer de petits commerces ou activités de production artisanales pour les femmes. Les jeunes également après leur apprentissage professionnel peinent pour se procurer les moyens nécessaires afin d'acheter les outils nécessaires à l'exercice de leurs activités professionnelles. Les conditions de survie et la pauvreté ne font souvent pas de ces populations un public intéressant pour les structures bancaires. En outre, les structures de microfinance togolaises préfèrent opérer dans les villes secondaires et couvrent difficilement les villages reculés.

L'IRFAM initie ainsi un partenariat avec l'ONG togolaise Investir Dans l'Humain (IDH) qui dispose d'un réseau d'institution de microfinance au Togo et d'un personnel détaché pour la valorisation d'activité de développement local. Ce partenariat aboutit à l'installation dans la zone d'un guichet de microfinance qui facilite l'épargne des populations de la localité et l'accès au crédit. La mise à disposition d'une structure financière facilite aussi une circulation monétaire, gage d'un enrichissement collectif et d'ouverture à l'entrepreneuriat. Hélas, l'expérience tourne à court suite à la faillite de l'ONG togolaise.

d- Le Centre de Production et de Formation

La dernière activité concrète entamée par l'IRFAM dans la zone est la création d'un Centre de Production et de Formation (CPF). Cette structure est née de la volonté de l'IRFAM d'assurer une augmentation du revenu dans la zone par l'amélioration de la productivité agricole. En s'inspirant de l'exemple du projet Songhaï à Porto Novo, au Bénin, la création du CFP a été conçue pour faciliter l'accès des agriculteurs à des méthodes de culture agroécologique.

En effet l'exploitation agricole dans la zone, à cause de la mauvaise pluviométrie (moins de 1100 mm d'eau par an) dépend fortement de l'usage d'engrais avec des conséquences sur la santé des paysans et des rendements agricoles décroissants d'une année à l'autre. Les nouvelles techniques agricoles introduites via le CFP apportent des solutions à ce problème.

Pour le lancement du centre, une première mission a été effectuée par le collège des chefs au centre Songhaïqui leur a permis de découvrir les performances de l'agroécologie. À la suite des chefs, six jeunes issus des douze localités ont été sélectionnés par un comité constitué par les chefs et les personnalités influentes des villages afin d'aller suivre une formation de 4 mois au centre Songhaïavec tous les frais payés par le projet Mokpokpo.

Le coût de revient de cette formation s'est chiffré à huit cent mille (800 000) francs CFA soit mille trois cents euros (1300 euros) par jeune formé. À leur retour du centre Songhaïquatre jeunes sur les six formés ont pu, à partir de 2014, commencer l'exploitation d'un espace de 17 hectares offert par les villages de Fiélalonou et de Globavé pour les activités du Centre de Production et de Formation.

Partie 4 : De l'éducation permanente à la solidarité internationale au Nord

L'Institut de Recherche, de Formation et d'Action sur les Migrations (IRFAM) est une structure d'éducation permanente en Belgique francophone. Son objectif premier est de contribuer à l'intégration des migrants au Nord et au vivre-ensemble interculturel. Le projet Mokpokpo au Togo est pour l'IRFAM une source d'inspiration qui lui a permis de développer, depuis plusieurs années, un nouveau volet d'activités d'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles à travers la promotion et l'engagement dans un projet de solidarité internationale. Cette mobilisation est un support puissant pour susciter et diffuser la réflexion en matière d'éducation au développement, d'éducation à la diversité et aux relations équitables Nord/Sud. Elle permet également d'illustrer les raisons qui poussent les populations du Sud à migrer.

1- Mobiliser autour de la solidarité internationale

a- La communication autour du projet

Dans un premier temps, les groupes de soutien au projet Mokpokpo se développent autour du travail de l'IRFAM en Belgique. Les membres de l'institut mobilisent, dès la fin des années 90, leurs réseaux sociaux pour mener des campagnes de sensibilisation et contribuer financièrement à la réalisation des actions au Sud. Compte tenu de l'origine grecque du directeur de l'IRFAM, les actions de mobilisation autour du projet s'étendent également en Grèce, dans les années 2000, même si la crise économique que vivra ce pays à partir de 2011, y ralentira malheureusement la mobilisation.

Les communautés d'immigrés installées dans ces deux pays, notamment issus de l'Afrique et, en particulier, la diaspora togolaise, font partie, bien entendu, des groupes mobilisés et y contribuent avec leur point de vue d'acteurs ayant une lecture éémique des faits migratoires et du sous-développement.

Toutefois, il faut souligner que l'essentiel des sympathisants de l'IRFAM dans le cadre du projet Mokpokpo est composé de citoyens de Liège et de Bruxelles qui accompagnent l'initiative par des dons et des visites sur les lieux de l'action.

Si le mode de prise de contact, de proche en proche, entre les citoyens et les responsables du projet est toujours resté le même, une évolution qualitative se vit à la suite des publications et des conférences réalisées par l'IRFAM dans les années 2010, dans le cadre de ses recherches en matière de co-développement (contributions des migrants au développement de la société civile dans leurs pays d'origine et d'accueil), alors menées conjointement avec l'association Transfaires et le réseau européen EUNOMAD.

Dans la foulée, la collaboration avec un artiste liégeois d'origine grecque, Costas Lefkochir, et la série d'expositions de peintures portant sur le projet lui donnera, dès 2011, une popularité jamais égalée. Une dizaine d'expositions ont été réalisées avec, en moyenne, 300 visiteurs par événement. À noter : une exposition exceptionnelle d'un mois en 2011 à l'Évêché de Liège a pu mobiliser 5000 visiteurs.

Lors de ces expositions, des micros événements sont organisés avec des entreprises et des clubs services (Rotary, Soroptisme...) ce qui permet de toucher un public différent à chaque fois. Lors de ces occasions, les actions du Sud sont présentées, ce qui suscite des questionnements chez les participants : *« qu'est ce que moi je peux faire ? »*

Nous constatons que la volonté d'apporter sa contribution au projet Mokpokpo est souvent suscitée auprès de ce public tout venant par la présentation de la démarche interculturelle de l'IRFAM au Sud. Le bouche-à-oreille permet également d'éveiller l'intérêt de certaines personnes pour ce projet. Bien souvent, pour les citoyens belges ou grecs, cette participation répond à la volonté de contribuer à une œuvre de solidarité internationale. Pour les communautés immigrées, venant par exemple d'Afrique, la participation à ce projet vise davantage l'apprentissage de méthodes qu'ils pourront expérimenter à leur tour, dans leur pays de provenance. Pour la diaspora togolaise, enfin, l'intérêt consiste avant tout à donner son avis sur l'initiative, ainsi qu'à recevoir et fournir des infos sur la situation économique, sociale et culturelle du Togo. Mais, il s'agit également d'en apprendre sur la méthodologie de l'intervention qui pourrait intéresser leur propre localité.

b- Une solidarité concrète et transparente à travers les voyages au Sud

Le projet Mokpokpo s'est développé grâce à un engagement citoyen, sans recours à des subventions publiques, comme c'est souvent le cas dans le domaine de la solidarité internationale. Il est question de micro-actions citoyennes qui s'articulent et se renforcent mutuellement. Le lecteur peut s'interroger sur la nature de cette dynamique capable d'agir sur une si longue période (plus de 20 ans) et amenant des citoyens du Nord à mettre en actes une réelle solidarité.

Pourtant, une récente enquête réalisée en Belgique par le journal *Le Soir* (2017) révèle que le degré de confiance du citoyen envers les organisations de la société civile et les ONG est passé de 88 % à 51 % en 20 ans... Ces ONG sont jugées « trop intégrées dans la logique du système dominant qui est de nature à ne pas favoriser le véritable changement ».

En effet, les citoyens s'estiment sous-informés sur l'affectation de leurs contributions financières et souhaitent jouer une part plus active dans les interventions de solidarité. Cela semble correspondre au modèle développé par Mokpokpo : le recours à une solidarité transparente et directe pour motiver une contribution personnelle au développement.

La solidarité concrète et transparente se comprend comme un processus d'entraide qui dépasse le simple don financier, mais permet une réappropriation du projet par le donateur qui s'assure, ensuite, d'une série d'activités de mobilisation plus autour du projet. Le donateur engage non seulement sa propre contribution, mais aussi sa personne en s'appuyant sur la confiance de son réseau social pour engendrer une mobilisation, notamment de fonds. Il devient alors garant de la réussite du projet, car redevable de ce succès envers son réseau social.

Toutefois, le voyage dans la zone du projet est un point d'orgue. Plusieurs personnes, notamment en Belgique ou en Grèce, se représentent un voyage en Afrique comme le rêve d'une vie. Et si ce voyage peut avoir une portée solidaire et interculturelle, cela renforce d'autant plus leur motivation à l'effectuer.

L'attrait que suscite une visite dans la zone de l'action a incité les responsables de l'IRFAM à y organiser des voyages solidaires et interculturels. Il s'est avéré qu'au-delà des apports financiers, ces voyages et ces rencontres, par leur capacité de susciter de nouvelles idées et de nouvelles activités, ont été un véritable moteur pour les initiatives tant au Togo qu'en Belgique.

Dans la démarche du projet Mokpokpo, la solidarité transparente se nourrit donc de ce voyage au Togo. La visite de la zone et la découverte des actions réalisées suscitent au sein du groupe des participants une motivation pour soutenir davantage le projet et contribuer à sa perpétuation. Au retour, en Belgique, et dans une moindre mesure en Grèce, cela se traduit par le développement de diverses initiatives afin d'apporter davantage de ressources à réalisation des activités du projet.

Certaines personnes, après leur voyage au Togo, ont organisé des soirées afin de faire découvrir les initiatives au Togo de l'IRFAM à leurs amis et les encourager à y participer également. Séduites par les images et les récits, de nouvelles personnes expriment alors le désir de prendre part aux rencontres interculturelles « Gododo », dans la zone du projet.

La collaboration avec le peintre Costa Lefkochir s'inscrit dans ce type de démarches, mais avec un rayonnement bien plus large, notamment à travers des expositions et la vente d'objets d'art.

Au départ, la volonté de l'artiste était de contribuer au projet en y introduisant une dimension artistique. Ainsi, fait-il passer des couleurs et des feuilles aux enfants de la zone pour y dessiner leur vision du monde. De l'appréciation des œuvres des enfants est née une inspiration qui s'est traduite par le montage d'une exposition nommée « *Dialogue* ». Cela conduira le peintre à travailler avec des enfants de Belgique (notamment des enfants avec handicap) sur le thème de la solidarité internationale. La vente des œuvres issues de ses diverses initiatives alimente le projet en fonds.

2 — La rencontre interculturelle comme outil d'éducation à la solidarité internationale et de prise de conscience des rapports politiques Nord/Sud

Chaque être porte une ou plusieurs cultures liées à mille et un paramètres en fonction de sa famille, de son milieu d'origine et de ses expériences de vie. Le rapport à ces cultures façonne la personnalité. Les sociétés également développent des rapports diversifiés aux expressions culturelles et façonnent ainsi une ou plusieurs identités qui se différencient les unes des autres. L'interaction de ces différences culturelles peut aboutir à des chocs culturels, voire civilisationnels, selon certains courants de pensée. Pour d'autres, la rencontre des cultures peut produire un métissage qui, en soi, rassemble et pérennise la société humaine dans sa diversité. Si elle est

organisée, accompagnée, la rencontre des cultures peut donc générer de nouvelles richesses pour l'Humanité. Tel est l'engagement des rencontres « Gododo » au sein du projet Mokpokpo.

Dans ce cadre, la préparation au voyage au Togo consiste en deux rencontres de formation sur la relation interculturelle. Une rencontre d'évaluation après le voyage est également proposée aux participants. Ces réunions ont pour but d'aider les participants à s'adapter au voyage et de leur apporter quelques clés de lecture pour une meilleure compréhension des réalités locales (réduction de complexité). Enfin, au retour, il s'agit de capitaliser les expériences et apprentissages afin d'en tirer une orientation pour de futures coopérations.

Il est question pour nous que les voyageurs fassent une gestion positive du choc culturel qu'ils vivront au cours du voyage « Gododo ». Il s'agit également de permettre aux personnes de comprendre que lorsqu'elles rentrent en communication, c'est aussi les imaginaires de chacune des parties qui entrent en collision. Ces imaginaires contiennent des préjugés et des stéréotypes, à savoir l'image de l'Africain pauvre qu'il faut aider et celle de l'Européen riche qui est sauveur.

Une partie conséquente de la formation tourne également autour de la notion de « culture de précarité » et de ses effets. Cela permet de sensibiliser les participants aux rencontres Gododo, avant leur départ, aux modes de vie des sociétés où la lutte pour la survie est un lot quotidien. À ce niveau des outils de photo-langage sont utilisés pour décrire le contexte du séjour. Le recours aux rapports des précédents voyages et aux documents présentant l'activité permet également aux participants de se rendre compte de la dynamique en cours dans le milieu avant d'y arriver.

Les rencontres « Gododo » entre Belges, Grecs et Togolais font partie de la fonction d'éducation permanente de l'IRFAM. La rencontre interculturelle suppose d'ouvrir un tant soit peu la parure qui sert de revêtement culturel pour y laisser s'introduire d'autres éléments. L'identité culturelle qui fait l'être est parée de préjugés, car l'homme est un être de projection. Cela l'amène à projeter ses considérations positives et négatives sur les autres, comme faisant partie de la réalité.

La construction identitaire aura vite fait de considérer un Togolais « inférieur et pauvre », par rapport à un Européen. La projection en sens inverse consolidera la vision de l'Européen comme un homme nanti pouvant répondre à tout besoin. En retour l'Européen, de par son éducation, pourrait prendre la position du missionnaire projetant de mettre fin à la « misère de tout un continent »...

La rencontre interculturelle fournit donc des bases pour dépasser ces stéréotypes et construire une nouvelle communication en considérant les richesses des uns et des autres. L'effacement des préjugés ouvre ainsi la voie à une relation basée sur l'égalité et aide à entretenir une relation sans *apriori*.

Les formations prodiguées aux bénévoles belges et grecs partants dans la zone ont également pour but de réduire les incompréhensions potentielles qui naissent des différences culturelles. L'activité permet de redessiner la vision du Sud telle qu'elle est perçue par les personnes vivant au Nord et de comprendre les attentes des participants allant à la rencontre de l'autre. Ce schéma offre de revenir sur les aléas du voyage et de souligner les actions qui peuvent handicaper le dialogue interculturel au cours du séjour. Cela aide donc à identifier les gestes simples qui renforcent les stéréotypes (donner un pourboire, ses chaussures de sport, répondre rapidement à des besoins par des dons ou des promesses non réfléchies). Mais également l'inverse : un regard non jugeant, quelques mots dans la langue de l'autre, quelques pas de danse dans son rythme, l'appréciation de la valeur de l'Autre, etc.

Les rencontres interculturelles permettent également un changement de regard sur le Nord dans la zone du projet. Ce changement passe notamment par la prise de conscience de la richesse culturelle dont disposent les habitants de ce milieu censé être pauvre. Cette richesse culturelle est précisément l'objet du séjour du groupe « Gododo ». Les échanges interculturels germent l'envie d'aller plus loin dans l'interconnaissance, l'apport mutuel et dans le changement d'attitudes des uns vis-à-vis des autres.

Ces rencontres pour aller le plus loin possible nécessitent la présence d'un formateur, également guide et médiateurs, selon les situations. La lecture des stéréotypes « version Nord » et des stéréotypes « Sud » lui permet de revenir au moment opportun sur les expériences vécues par les groupes en séjour dans la zone, de les déconstruire et analyser avec eux pour en dégager des leçons utiles en termes de savoir, de savoir-être et de savoir-faire interculturel. Son travail est de veiller à garder une relation la plus symétrique possible entre les personnes venant d'Europe et leurs hôtes togolais, afin que la communication ne soit jamais biaisée par des considérations matérielles ou des attentes quelconques. Il est question d'éviter toute vision réductrice de part et d'autre, quitte à alterner les moments où, à tour de rôle, chacun participant aux rencontres, du Nord et du Sud, hommes et femmes, jeunes et anciens, puissent être entendu, compris, considéré.

Aussi, un élément très valorisé est la notion d'écoute. En effet, il ne peut y avoir de communication sans écoute mutuelle. Le groupe en séjour et les hôtes se doivent ainsi de comprendre l'autre dans ses expressions culturelles, tout en les respectant. L'écoute conduit à la compréhension qui a pour finalité la valorisation de l'autre dans sa diversité. L'écoute n'interdit ni le questionnement ni la critique constructive. Elle leur permet d'être documentés, pondérés et finalement acceptés. L'écoute est la condition du débat.

Le retour en Belgique (ou en Grèce) est marqué par une restitution qui assure le partage du vécu du séjour. Ayant séjourné dans la zone, partagé le quotidien sans électricité avec la population, et ayant été coupés du monde pour un certain temps, les membres de l'équipée versent dans le groupe de soutien du projet et deviennent ainsi des ambassadeurs de la cause. Ils sont sollicités à participer à d'autres réunions plus organisationnelles afin de programmer, notamment, la mobilisation du budget annuel des investissements à réaliser dans la zone de « Hékpé ». Des réflexions stratégiques et philosophiques sont également menées au sein de ces groupes de soutien : quelles directions privilégier pour le développement des actions au Togo, comment apprécier les feed-back réguliers venant de la zone, comment intégrer les points de vue de tel ou tel spécialiste rencontré, comment faire savoir le savoir-faire produit, etc. ?

Partie 5 : « *Le puits est profond et la corde est courte* »

1- De nombreux défis en attente

Un projet d'autodéveloppement dans une communauté confronté à la précarité n'est jamais fini. En ce sens, l'esprit est au maintien de la participation communautaire à un projet qui fait face à un défi constant de survie. Au stade actuel de réalisation du projet Mokpokpo, on constate encore des appréhensions de la part des villageois dues essentiellement au fait que l'atteinte des objectifs de l'action leur paraît lointaine. Comme on l'a vu, le court terme prend plus d'importance que des investissements dont le fruit se situe dans un long terme hypothétique. En outre, le niveau de compréhension des objectifs du projet n'est pas la même pour tous les villageois ni l'intérêt personnel qu'ils estiment y trouver. L'urgence de certains besoins comme l'accès à l'eau risque d'entamer la détermination à s'engager sur de nouvelles activités, pourtant tout aussi utiles pour l'amélioration des conditions de vie de la communauté. Et au lot des défis encore à relever est si volumineux qu'apparaissent des questions délicates auxquelles la gouvernance du projet (au Nord et au Sud) et la récente implication des institutions étatiques togolaises doivent trouver réponse.

a- Vers une nouvelle forme de gouvernance du projet

Comme décrit plus haut, la stratégie d'intervention interculturelle « par addition » a permis de mettre en place un système de gouvernance mixte qui fait cohabiter, d'une part, les structures traditionnelles telles que la chefferie locale qui est fondée sur l'hérédité et la désignation et, d'autre part, la mise en place de comités nouveaux qui sont composés de personnes élues par les villageois.

Le collège des chefs est une structure qui participe avec voie consultative à la prise de décision, mais elle est surtout un élément de régulation pour le projet.

L'association « Mokpokpo G 12 » comporte un bureau qui s'occupe de la gestion globale du projet. Ce « G 4 » est constitué de quatre permanents qui ont été sélectionnés, suite à un large appel à candidatures dans la zone des villages, par un groupe de trois experts extérieurs. Au départ, l'idée était de composer un groupe de pilotage de trois hommes et de trois femmes, mais la négociation avec les réalités locales en a décidé différemment. Actuellement le « G 4 » est constitué de quatre hommes ayant suivi la formation au centre Songhaï au Bénin.

Enfin, le « G 12 » est composé par les représentants élus des communautés villageoises. Ces acteurs ne sont pas rémunérés. Leurs fonctions sont d'ordre :

- *Stratégique* : quelles actions mener en priorité pour le bien-être des douze villages ?
- *Évaluatif* : la direction suivie est-elle bonne, le travail efficace ? Quel est le rendu du travail des permanents du Centre de Production et de Formation ?
- *Informatif* : comment informer régulièrement et tenir compte de l'avis des villageois sur les avancées du projet ?

Cette structure est appelée à devenir une ONG locale de développement et se professionnaliser afin de s'occuper non seulement de la gestion du projet, mais aussi de chercher de nouveaux moyens auprès des institutions locales telles que la délégation de l'UE à Lomé, différentes ambassades et surtout auprès du gouvernement togolais.

Ce modèle est lui-même en cours d'évaluation. Nous avons observé que la structure du collège des chefs et du G 4 fonctionne bien par contre celle du G 12 a du mal à trouver sa place et n'est pas très appréciée par les chefs, car elle a un important pouvoir décisionnel. Son travail est une charge lourde pour les acteurs qui le composent. Aussi, un comité de pilotage transitoire sera prochainement mis en place sur une période de deux ans et aura deux objectifs majeurs. Le premier sera une analyse de la gestion globale du projet et le second sera de faire des recommandations pour une nouvelle gouvernance, après avoir consulté les forces vives actuelles.

b- Solliciter la contribution de l'État togolais

Depuis la reprise en 2007 de la coopération du Togo avec les institutions financières internationales et les bailleurs de fonds, de nombreux projets ont été lancés au profit des communautés villageoises. Une Agence Nationale de Développement à la Base (ANADEB) a été créée à cet effet. Cette agence développe différents programmes à l'endroit des populations vivant dans les milieux ruraux tels que :

- *Le Programme de Développement Communautaire (PDC)*. Ce programme est destiné au renforcement des capacités des membres des Comités Villageois de Développement, à la réhabilitation des écoles, du réseau d'assainissement, au développement de la collecte des ordures ménagères, à la construction d'équipements publics et l'octroi d'aides aux populations pour développer une activité génératrice de revenus et créatrices d'emplois.

- *Le Projet de soutien aux microprojets communautaires (PSMICO)*. Il accompagne le processus de mise en place et de gestion des infrastructures collectives pour satisfaire durablement les besoins des populations des communautés villageoises. Ce projet permet la réalisation d'infrastructures sociocommunautaires et renforce les capacités des acteurs locaux pour la gestion des ouvrages.
- *Le projet de soutien aux activités économiques des groupements (PSAEG)*. Il a pour objectif de contribuer à l'amélioration des revenus des membres des groupements de femmes, des groupements de jeunes et au développement des emplois ruraux. Il a entre autres, comme tâche d'intervenir dans les villages pour renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des groupements.

En dehors de l'ANADEB, un fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes et un programme d'appui au Développement à la Base (PRADEB) offrent également des appuis aux projets initiés par des jeunes entrepreneurs des milieux ruraux. Dans le cadre du PRADEB une plateforme multifonctionnelle pouvant servir pour moudre les céréales et pour la recharge de batteries est prévue dans l'un des villages du projet « Mokpokpo » (Fokpo II). En outre, des actions pour faciliter l'accès à l'eau des communes rurales sont également menées par la Direction de l'hydraulique dépendant du ministère de l'Agriculture.

Ces programmes proposés par l'État togolais sont certainement un plus pour le projet Mokpokpo. Mais l'expérience du centre de santé qui, depuis sa reprise en main par les institutions du Ministère de la Santé, a vu le nombre de ses fréquentations diminuer peut amener à un questionnement sur le mode de collaboration à mettre en place avec l'État. Il revient certes à l'État d'assurer le bien-être de sa population dans les campagnes en assurant l'offre de services adéquats. Fort de ce principe, le projet « Mokpokpo » se concentre sur l'objectif de valoriser des mécanismes de participation communautaire à l'autodéveloppement que plutôt que sur l'offre des services sociaux ou techniques.

Dans ce sens, les communautés sont donc accompagnées à formuler des demandes aux autorités publiques pour satisfaire leurs besoins en services sociaux, éducatifs, en forages pour l'accès à l'eau, etc. Cet exercice permet également aux communautés de la zone du projet de s'approprier la démarche d'interpellation des politiques pour exprimer leurs besoins communautaires.

2- De nouvelles perspectives

Malgré les défis, de nouvelles perspectives s'offrent également pour la pérennité du projet.

a- La stratégie jeunesse

Le projet Mokpokpo ayant une vision à long terme, il ne peut se penser sans le socle que constitue la jeunesse des douze villages de la zone. L'exode rural de ces jeunes dans les villes proches constitue un handicap à leur intégration aux activités actuelles du projet. Cependant une réflexion est lancée pour associer cette élite montante durant les vacances scolaires, au moment de leur retour dans la zone.

La création d'un foyer culturel pour jeunes qui dispose déjà d'un terrain de deux hectares offert par le village de Fokpo II représente une ouverture en ce sens. La réalisation de ce projet est cependant fortement dépendante de la capacité de mobilisation financière des équipes au Nord. D'autres scénarios sont en œuvre pour associer au mieux la jeunesse avec les ressources présentes actuellement dans le milieu.

Une meilleure mobilisation des jeunes vers le projet passera sûrement par une offre d'activités ludiques, récréatives et instructives à leur endroit, au-delà des animations culturelles actuelles comme « la lecture vivante ». Appuyer les comités de parents à obtenir une reconnaissance officielle de l'école secondaire et l'extension du réseau scolaire secondaire pour qu'il puisse amener à la classe de terminale avec la possibilité de créer de nouvelles écoles secondaires techniques et professionnelles semble également importante dans une stratégie tournée vers les jeunes. Une alliance pourrait être envisagée également avec les groupements religieux déjà présents dans les villages qui peuvent offrir une possibilité de réflexion collective avec les jeunes sur leur engagement dans le développement de leur village.

La religion occupe une place assez importante dans la vie des villageois. Quelques fois l'importance du fait religieux constitue un obstacle à la pleine participation des villageois aux activités du projet. L'approche par addition a permis souvent d'écarter les conflits avec les institutions religieuses en évitant surtout de mobiliser les populations au moment des offices chrétiens ou traditionnels. Les rivalités que se livrent les religions présentes dans la localité (religions chrétiennes, animistes et, depuis peu, l'islam) aboutissent à une forme de paralysie des initiatives communes impliquant des individus de diverses tendances religieuses.

Des comportements de rejet sont également à mettre à l'actif de certains croyants. Aussi, la nature de la coopération avec les structures religieuses reste donc une réflexion à développer afin d'impliquer la jeunesse qui est nombreuse à les fréquenter dans le sens d'engagement social et solidaire, ainsi que de façon à renforcer l'esprit d'un travail citoyen au-delà des cultes.

b- De nouveaux acteurs : l'implication des diasporas

La diaspora de la zone de Hékpé se retrouve aussi bien au Togo que hors du pays. S'il semble difficile à l'heure actuelle de mobiliser la diaspora hors du Togo, des actions ont été entreprises pour que la diaspora installée à Lomé soit associée à l'évolution du projet. L'apport de la diaspora de Lomé au projet Mokpokpo pourrait se situer à deux niveaux :

- *La sensibilisation des populations.* Les membres de la diaspora sont de loin mieux scolarisés que les personnes restées dans les villages de la zone. Ceci peut constituer une ouverture afin de mieux cerner les apports à long terme d'une initiative telle que le projet Mokpokpo pour la communauté en place, mais aussi bien au-delà. Ainsi ; la diaspora représente un moyen utile pour relayer et expliquer aux populations le projet et sa philosophie. L'engagement et le leadership dont pourraient faire preuve certains membres qualifiés de la diaspora peuvent permettre d'atteindre toutes les parties de la population et contribuer à lever les hésitations à participer aux actions initiées dans le cadre du projet. D'une façon générale, contribuant financièrement à la vie locale, les diasporas ont une influence sur leur zone d'origine en tant « enfants du lieu, mais porteurs d'autres cultures, connaissances et expériences ».
- *La sensibilisation des institutions.* Par sa position dans la capitale du pays, la diaspora peut influencer des décisions administratives et politiques à l'endroit de la zone. Les relations que cette diaspora a dans l'administration peuvent faciliter certaines démarches et amener des projets publics vers la zone. En effet, le lobbying des associations de ressortissants d'une zone est souvent déterminant auprès des administrations publiques afin d'obtenir la réalisation de projets telles l'adduction d'eau ou l'électrification d'une localité.

Cette capacité d'influence des diasporas est dépendante aussi de la capacité qu'elle a de s'organiser dans la capitale ou à partir de réunions coutumières dans les villages. Le rôle revient aux chefs des douze villages de pousser sa diaspora à une telle organisation.

c- Éducation populaire en Belgique

De nombreuses perspectives concernent également notre travail d'éducation au développement et aux relations Nord/Sud. Des centaines de personnes ont bénéficié jusqu'à ce jour des voyages interculturels et des activités connexes. De même, les expositions et animations auprès du jeune public, notamment, en conjugaison avec le travail éducatif du peintre Lefkoshir ont également concerné des milliers de personnes. L'impact de l'activité de l'IRFAM en matière d'éducation au développement durable et contacts interculturels devrait être évalué par une démarche d'enquête appropriée. De l'exercice découleront des recommandations pour améliorer ce versant de l'éducation à la citoyenneté dans un monde globalisé.

De la même manière, la démarche de tourisme interculturelle Gododo et ses effets sur les participants devraient être appréciés dans sa dimension socio-économique, en comparaison avec d'autres démarches de tourisme alternatif en tant que processus éducatifs. En particulier, la participation des populations issues de l'immigration dans ces initiatives qui concernent leur région d'origine a fait partie, il y a près d'une dizaine d'années, des préoccupations de l'IRFAM. Ce sujet pourrait être revu compte tenu des nouveaux enjeux migratoires en Europe. Que sont devenus les acteurs associatifs migrants ayant participé aux initiatives interculturelles de l'institut ; quels furent leurs apports à la Belgique en tant que citoyens ?

Enfin, l'ensemble de ce matériel pourrait être à la base de nouvelles études et analyses de l'IRFAM, dans les années à venir, autour de la thématique : « *concevoir des migrations équitables* »...

VENDANGER DES REVES

*Ici prend fin la récolte des rêves
que vous avez bien voulu m'emprunter.
Pour l'instant il fait tard.
Tout le monde est allé se coucher.
Pour ce qui me concerne je suis incurablement
fidèle et attaché à vos villages.
Je passerai probablement une nouvelle nuit blanche
pour recueillir encore de nouveaux rêves
que vous allez faire naître.
Je le conserverai précieusement
et vous le rendrai une autre fois
sous une autre forme.*

Conclusion

Un jour dans un village de la région, une vieille femme demanda à une responsable d'ONG européenne en visite d'évaluation : « *Pourquoi faites-vous des milliers de kilomètres pour nous aider ?* » Cette question pleine de sens se retrouve bien souvent au cœur du débat sur l'aide au développement et les pratiques d'intervention des citoyens du Nord dans des projets de développement au Sud. Nul ne peut contester la nature inégalitaire des systèmes qui régente notre monde à l'heure actuelle. Aussi bien au niveau politique ou économique que culturel, l'Occident prend toute la place et dicte sa façon de faire reléguant le « Sud » et les pratiques qu'il initie du ressort du sous-développement.

Dans un tel monde, qui nous fait vivre plein de situations inacceptables, il paraît nécessaire que des citoyens conscients de leur responsabilité et qui veulent résister à l'inacceptable s'engagent dans des actions de solidarité qui rétablissent l'équilibre avec les populations et les communautés locales au Sud.

Loin des gros projets de développement, souvent critiqués par leur inefficacité et leur tendance à alimenter la corruption des gouvernants au Sud, les citoyens acteurs de solidarité internationale préfèrent œuvrer au travers de microprojets au plus proche des citoyens au Sud et au Nord. Ce faisant ils contribuent à éviter au monde la déferlante d'une violence du Sud vers le Nord. En effet, les relations asymétriques au sein d'une communauté, tout comme au niveau mondial, sont de nature à générer des frustrations qui se traduisent alors par des attitudes agressives de la part des victimes et aboutissent bien souvent à de la violence ou des conflits.

Avoir des citoyens qui lisent clairement ce système d'exploitation et qui répondent aux mécanismes de cette violence par des petites expériences de solidarité internationale afin de créer de nouveaux rapports plus fraternels entre les peuples du Nord et du Sud est donc une chose utile non seulement pour le Sud, mais pour le Monde dans son ensemble.

L'IRFAM s'inscrit dans cette démarche solidaire de la pensée globale et de l'action locale participative. Il s'agit de redresser les relations inégalitaires entretenues entre le Nord et Sud et donc de se positionner en faux par rapport à une démarche d'aide condescendante telle que conçue trop souvent par le système actuel de la coopération au développement.

Cette pensée se traduit dans la logique de l'autodéveloppement dont le projet « Mokpokpo » se veut une illustration, en vingt ans de fonctionnement sans financement public. La lecture interculturelle de l'IRFAM voudrait également qu'on puisse évoquer ce que le Sud apporte au Nord non seulement au niveau matériel, mais en termes d'apprentissage culturel et de construction de savoirs, du vivre-ensemble et des rapports intergénérationnels. Dans un contexte de précarité, on constate que des communautés développent des pratiques et attitudes qui sont autant de leçons pour nous, les citoyens du Nord. En outre, la conservation de l'héritage traditionnel au niveau des cérémonies et du lien social est également une richesse que nous propose le Sud quand on prend le temps de le découvrir, hors des sentiers battus, dans un voyage interculturel.

Au départ des rencontres interculturelles organisées par l'IRFAM, la question que se posaient les populations des villages était « *pourquoi faites-vous venir des touristes chez nous ?* » Cette question ne se pose plus aujourd'hui, car les communautés ont maintenant compris que les touristes viennent pour découvrir leur richesse culturelle et sagesse philosophique.

Le projet « Mokpokpo » a ainsi constitué une démarche expérimentale inédite pour l'IRFAM, mais aussi pour bien des organismes comparables à notre institut. Cela a, par exemple, permis de s'imprégner des notions comme la culture de la précarité et de ses composantes. Les expériences vécues dans la zone ont permis de découvrir les difficultés liées à l'action collective dans un contexte communautaire et la propension à des logiques d'individualités pour la survie. Il n'est point nécessaire de prendre l'avion pour l'Afrique afin de ressentir la prégnance de ces logiques psychosociales. Elles régissent également les relations et les imaginaires au sein des quartiers relégués de nos villes européennes.

Il en est de même du long processus que représente la lutte pour la parité homme-femme dans les communautés traditionnelles. Cette question aussi est universelle. En somme, une des principales leçons apprises en 20 ans d'action au Togo est la nécessité de prendre en compte toute la dimension culturelle dans une intervention locale, en évitant de se cantonner à une simple logique de projet. Le travail contre les stéréotypes et les préjugés doit alors devenir l'objectif principal qui doit nourrir la démarche tout au long d'une intervention. Dans ce processus la démarche par addition —*être et ceci et cela*— sonne encore comme une réminiscence des expériences auprès des publics immigrés en Europe.

On ne peut conclure cette étude sans rappeler le fruit produit au Sud par les multiples rencontres interculturelles initiées dans le cadre du projet.

Ces échanges ont certes permis de travailler avec l'intelligentsia locale sur leur perception du mode de vie au Nord. Ainsi, les échanges de la modernité ont permis à cette assemblée de se rendre compte de la nécessité d'outrepasser le modèle de développement occidental venté par les médias et le système classique de développement au Sud. Ces échanges ont donc contribué à la formation des cadres locaux devant travailler au développement de leur pays. Toute l'action du projet « Mokpokpo » basée sur la valorisation des ressources du milieu a encore permis à ces cadres de découvrir le levier important que pourrait constituer leur culture dans leur développement.

L'agriculture s'est aussi révélée comme un autre levier de développement fort peu mis en valeur. Le projet « Mokpokpo » leur a permis de se rendre compte qu'une agriculture sans engrais et avec un taux raisonné de mécanisation pourrait être un facteur de développement économique et de création d'emplois pour les communautés rurales évitant ainsi l'exode des jeunes.

Il est difficile de synthétiser un travail de vingt ans d'autant plus qu'un projet de développement est un cheminement sans fin. Au fur et à mesure de la progression du projet « Mokpokpo », nous avons renoncé à la perfection et à l'exhaustivité, nous refusant de donner une fin idéalisée au projet. La force du projet est précisément de se trouver dans une démarche imparfaite faite de multiples expériences et de recommencements de la réflexion qui ont justement permis autant de découvertes. L'important est de rester en mouvement vers plus de solidarité, d'épanouissement et de partage entre citoyens au-delà des distances.

Cette présentation et analyse n'est donc que le reflet actuel d'un projet dont le devenir reste encore à écrire. Dans l'espoir qu'au bout du processus jaillissent de nouveaux paradigmes qui contribueront à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales et à l'émergence de nouvelles pratiques d'intervention au Sud, tout en éduquant les gens du Nord à un rapport au monde moins ego centré.

Liste des principaux documents relatifs au projet « Mokpokpo »

- Abi S., *Évaluation Projet Mokpokpo*, Liège, IRFAM, 2016.
- Grisar T. et coll., *Le projet Mokpokpo. Descriptif 2014*, Liège, IRFAM, 2014, www.irfam.org/assets/File/expo-regards/le_projet_mokpopo_2014.pdf.
- Diversités et Citoyennetés. La Lettre de l'IRFAM*, « Migrations et développement », n° 24— IV, Liège, 2010.
- Manço A. et Amoranitis S., *Migrants et développement. Politiques, pratiques et acteurs* en Belgique, Paris, L'Harmattan, 2010, 216 p.
- Sarlet M., Manço A. (éds), *Tourismes et diversités : facteurs de développement ?*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- Orengo C., *Gododo : un parcours « tourisme et développement équitable »*, Université de Perpignan, 2008.
- Association Togolaise pour la Promotion Humaine, *Étude socio-économique de la zone de Hékpé*, Kevé (Togo), ATPH, 2003.
- Gatugu J., Manço A. et Amoranitis S., *Valorisation et transfert des compétences : l'intégration des migrants au service du co-développement. La population africaine de Wallonie*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Quelques illustrations en 2013/14



Le dispensaire



Une des écoles primaires



La retenue d'eau



Une assemblée



Une case pour visiteurs



Une maison de la zone

Présentation de l'IRFAM

« *La cohésion sociale par la valorisation des diversités* »

L'*Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM)* est un organisme ressource et d'éducation permanente créé en 1996 par des intervenants et des chercheurs, au service des professionnels de l'action sociale, de l'éducation, du développement culturel et économique. Il vise, par une approche interdisciplinaire, à construire des liens entre la recherche et les interventions dans le domaine de l'intégration et du développement, ainsi que la lutte contre les discriminations.

Les *objectifs* de l'institut sont :

- Informer sur les mécanismes discriminatoires en tant que facteurs d'exclusion et de violence ;
- Promouvoir les relations interculturelles en tant qu'instruments d'une intégration et d'un développement de qualité ;
- Susciter un développement identitaire positif parmi les personnes victimes d'exclusions et de violences ;
- Contribuer à la mise en place de mécanismes démocratiques favorisant la gestion positive des différences socioculturelles et le développement durable.

Les *moyens* de l'IRFAM sont la sensibilisation, la formation et l'accompagnement, ainsi que la mise en réseau d'intervenants sociaux, de responsables associatifs et de décideurs politiques. L'institut anime également des processus de recherche-développement et d'évaluation, de même que diverses publications sur les problématiques du développement socio-économique, de l'exclusion et de la gestion des conflits socioculturels.

Les *domaines d'intervention* de l'IRFAM sont :

- L'évolution des communautés immigrées ou issues de l'immigration et, en particulier, l'observation des processus d'intégration psychosociale et de la dynamique des identités culturelles ;
- Les liens entre migrations et développement tant dans les espaces d'origine que dans les espaces d'accueil ;
- Le développement des politiques et des méthodes d'intervention sociopédagogique et interculturelle : formation, accompagnement et évaluation des équipes de terrain, des réalisations pratiques, etc.

Trois *thématiques majeures* préoccupent l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations :

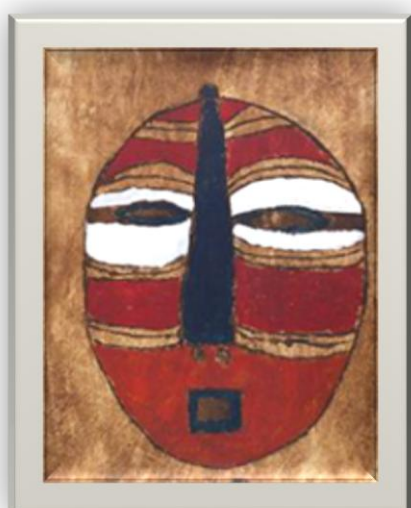
- La gouvernance locale des diversités et la gestion des conflits par le développement local, le dialogue interculturel et l'éducation à la diversité dans ses multiples formes ;
- L'insertion socioprofessionnelle et la valorisation des compétences des migrants et des personnes issues des migrations ;
- La participation des migrants aux actions de solidarité internationale et la gestion des flux migratoires.

L'institut est soutenu par divers échelons de pouvoir en Belgique.

De vocation internationale, l'IRFAM est également soutenu par l'Union européenne. L'institut a des représentations au Togo, au Bénin, en Turquie et en Grèce, ainsi qu'en République tchèque. Des partenariats le lient à de nombreux organismes en Europe, en Afrique et au Canada.

En tant qu'association d'éducation permanente visant la valorisation des diversités, l'IRFAM gère la collection « *Compétences Interculturelles* » des éditions de l'Harmattan (Paris) et diffuse sur le net une lettre trimestrielle intitulée *Diversités et Citoyennetés*.

Quelques œuvres de Costas Lefkoshir



© Tous droits réservés — Liège — 2016

ISBN : 978-2-9600970-1-6

EAN : 9 782 960 097 016